

No. 36935

**France
and
Switzerland**

Agreement between the Government of the French Republic and the Swiss Federal Council on the readmission of persons in irregular situations. Berne, 28 October 1998

Entry into force: *1 March 2000, in accordance with article 26*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 21 September 2000*

**France
et
Suisse**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière. Berne, 28 octobre 1998

Entrée en vigueur : *1er mars 2000, conformément à l'article 26*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 21 septembre 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE RELATIF À LA RÉADMISSION DES
PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

Le Gouvernement de la République Française et le Conseil Fédéral Suisse

Appelés ci-dessous les Parties contractantes,

Désireux de développer la coopération entre les deux Parties contractantes, afin d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes, dans le respect des droits et garanties prévus par les lois et règlements en vigueur,

Dans le respect des traités et conventions internationales et soucieux de lutter contre l'immigration irrégulière,

Désireux de remplacer l'Accord du 30 juin 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la prise en charge des personnes à la frontière,

Sur une base de réciprocité,

Sont convenus des dispositions suivantes

I - CHAMP D'APPLICATION DE L'ACCORD

Article 1er

1. Le présent Accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse vaut également pour la Principauté de Liechtenstein, la Partie contractante suisse étant habilitée à exercer, en vertu des traités bilatéraux en vigueur entre la Suisse et la Principauté de Liechtenstein, les missions dévolues aux Parties contractantes en application du présent Accord.

2. Aux fins du titre du présent Accord, le terme « ressortissants des Parties contractantes » s'appliquera, s'agissant de la Partie contractante suisse, aux ressortissants de la Confédération suisse et de la Principauté de Liechtenstein.

3. Aux fins du titre III du présent Accord, le terme « ressortissants d'Etats tiers » sera compris comme « ressortissants étrangers à la France, à la Suisse et à la Principauté de Liechtenstein ».

4. Aux fins de l'article 2, paragraphe 1 du présent Accord, les mots « nationalité de la Partie contractante requise » s'entendront, s'agissant de la Partie contractante suisse, comme « nationalité suisse ou liechtensteinoise ».

5. Aux fins de l'article 3, paragraphe 2 du présent Accord, les mots « document émanant des autorités officielles de la Partie requise » seront compris, dans le cas de la Partie contractante suisse, comme « document émanant des autorités officielles de la Confédération suisse ou de la Principauté de Liechtenstein ».

6. Aux fins de l'article 6, paragraphe 1 du présent Accord, les mots « territoire de la partie contractante requise » s'appliqueront, s'agissant de la Partie contractante suisse, au territoire de la Confédération suisse ou de la Principauté de Liechtenstein.

Aux fins de l'article 6, paragraphe 2 du présent Accord, les mots "visa ou autorisation de séjour de quelque nature que ce soit, délivré par la Partie contractante requise" seront compris, s'agissant de la Partie contractante suisse, comme « visa ou autorisation de séjour de quelque nature que ce soit, délivré par la Suisse ou la Principauté de Liechtenstein ».

7. Aux fins de l'article 7, deuxième tiret du présent Accord, les termes «Partie requise» s'entendront, dans le cas de la Partie contractante suisse, comme « la Suisse ou la Principauté de Liechtenstein ».

Aux fins de l'article 7, troisième tiret, les termes « territoire de la Partie contractante requérante » s'appliqueront, s'agissant de la Partie contractante suisse, au territoire de la Confédération suisse ou de la Principauté de Liechtenstein.

Aux fins de l'article 7, quatrième tiret, les termes «Partie contractante requérante » seront compris, s'agissant de la Partie contractante suisse, comme « la Suisse ou la Principauté de Liechtenstein ».

8. Aux fins de l'article 10, paragraphe 1 du présent Accord, le mot « territoire » sera compris, s'agissant de la Partie contractante suisse, comme « territoire de la Suisse ou de la Principauté de Liechtenstein ».

II - READMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 2

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.

2. La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions la personne concernée si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

Article 3

1. La nationalité de la personne est considérée comme établie sur la base des documents ci-après en cours de validité

Pour la République française :

- passeport;
- carte nationale d'identité;
- certificat de nationalité;
- décret de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité française.

Pour la Confédération suisse:

- passeport;
- carte d'identité;
- attestation provisoire d'identité;
- livret de famille mentionnant un lieu d'origine en Suisse.

2. La nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants :

- document périmé mentionné à l'alinéa précédent;
- document émanant des autorités officielles de la Partie requise et faisant état de l'identité de l'intéressé (permis de conduire, carnet de marin, livret militaire, etc.);
- carte d'immatriculation consulaire ou document d'état civil;
- titre de séjour ou autorisation de résidence périmés;
- photocopie de l'un des documents précédemment énumérés;
- déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante;
- dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès-verbal.

Article 4

1. Lorsque la nationalité est présumée sur la base des éléments mentionnés à l'article 3, alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie requise délivrent sur-le-champ un laissez-passer.

2. En cas de doute sur les éléments permettant la présomption de la nationalité, ou en cas d'absence de ces éléments, les autorités consulaires de la Partie requise procèdent dans un délai de trois jours ou de deux jours ouvrables à compter de la demande de la Partie requérante à l'audition de l'intéressé. Cette audition est organisée par la Partie requérante en accord avec l'autorité consulaire concernée dans les délais les plus brefs.

Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire et en tout état de cause avant l'expiration d'un délai de six jours à compter de la demande de réadmission.

Article 5

1. Les renseignements que doit comporter la demande de réadmission et les conditions de sa transmission sont prévus par un protocole entre les ministres compétents des deux Parties contractantes.

2. Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

III - RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS D'ÉTATS TIERS

Article 6

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi que ce ressortissant est entré sur le territoire de cette Partie, après avoir séjourné ou transité par le territoire de la Partie contractante requise.

2. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante lorsque ce ressortissant dispose d'un visa ou d'une autorisation de séjour de quelque nature que ce soit, délivré par la Partie contractante requise et en cours de validité.

Article 7

L'obligation de réadmission prévue à l'article 6 n'existe pas à l'égard:

- des ressortissants des Etats tiers qui ont une frontière commune avec la Partie contractante requérante;

- des ressortissants des Etats tiers qui ont été mis en possession par la Partie contractante requérante d'un visa autre qu'un visa de transit ou d'une autorisation de séjour, à moins que la Partie requise ait délivré un visa ou une autorisation de séjour d'une plus longue durée, en cours de validité;

- des ressortissants des Etats tiers qui séjournent depuis plus de six mois sur le territoire de la Partie contractante requérante, à moins qu'ils ne soient titulaires d'un titre de séjour en cours de validité délivré par la Partie contractante requise;

- des ressortissants des Etats tiers auxquels la Partie contractante requérante a recouru soit le statut de réfugié par application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967, soit le statut d'apatride par application de la Convention de New York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides;

- des ressortissants des Etats tiers qui ont été effectivement éloignés par la Partie contractante requise vers leur pays d'origine ou vers un Etat tiers à la condition qu'ils ne soient pas entrés sur le territoire de la Partie contractante requérante après avoir séjourné sur le territoire de la Partie contractante requise postérieurement à l'exécution de la mesure d'éloignement.

Article 8

1. Pour l'application de l'article 6, alinéa I, l'entrée ou le séjour des ressortissants d'Etats tiers sur le territoire de la Partie contractante requise est établi par les documents de

voyage ou d'identité des personnes concernées. Il peut également être présumé par tout autre moyen précisé dans le protocole prévu à l'article 5.

2. Les renseignements que doit comporter la demande de réadmission et les conditions de sa transmission sont prévus dans le protocole.

3. Sont à la charge de la Partie contractante requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise de la personne dont la réadmission est sollicitée.

Article 9

La Partie contractante requérante réadmet sur son territoire les personnes qu'après vérifications postérieures à leur réadmission par la Partie contractante requise, se révéleraient ne pas remplir les conditions prévues à l'article 6 au moment de leur sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

IV - TRANSIT POUR ELOIGNEMENT OU TRANSIT CONSÉCUTIF A UNE DÉCISION DE REFUS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE

Article 10

1. Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise le transit sur son territoire des ressortissants d'Etats tiers qui font l'objet d'une décision d'éloignement ou de refus d'entrée sur son territoire prise par la Partie requérante. Le transit peut s'effectuer par voie routière ou par voie aérienne.

2. La Partie requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage du ressortissant d'un Etat tiers vers son pays de destination et reprend en charge cette personne si, pour une raison quelconque, la décision d'éloignement ou de refus d'entrée sur son territoire ne peut être exécutée.

3. La Partie contractante qui a pris la décision d'éloignement ou de refus d'entrée sur son territoire doit signaler à la Partie requise aux fins de transit, s'il est nécessaire d'escorter la personne faisant l'objet de cette décision. La Partie contractante requise aux fins de transit peut:

- soit décider d'assurer elle-même l'escorte, à charge pour la Partie requérante de rembourser les frais correspondants,
- soit décider d'assurer l'escorte en collaboration avec la Partie requérante,
- soit autoriser la Partie requérante à assurer elle-même l'escorte sur son territoire.

Dans les deux dernières hypothèses, l'escorte de la Partie contractante requérante est placée sous l'autorité des services compétents de la Partie contractante requise.

Article 11

La demande d'autorisation de transit pour éloignement ou de transit consécutif à un refus d'entrée sur le territoire est transmise directement entre les autorités concernées, dans les conditions précisées par le protocole.

Article 12

Lorsque le transit s'effectue sous escorte policière, les agents d'escorte de la Partie requérante assurent leur mission en civil, sans armes et munis de l'autorisation de transit.

Lorsque le transit s'effectue par voie routière, l'escorte de la Partie requérante utilise un véhicule banalisé.

En cas de transit aérien, la garde et l'embarquement de l'étranger sont assurés par l'escorte, avec l'assistance et sous l'autorité de la Partie requise.

Le cas échéant, la garde et l'embarquement peuvent être assurés par la Partie contractante requise, en accord avec l'escorte.

Article 13

Lorsque l'étranger faisant l'objet d'une décision d'éloignement ou de refus d'entrée sur le territoire n'est pas escorté, le transit ne peut être autorisé que par la voie aérienne.

Le transit, la garde et l'embarquement sont assurés par les agents de la Partie requise.

La garde ne peut excéder vingt-quatre heures à compter de l'heure d'arrivée à l'aéroport.

Article 14

En cas de refus ou d'impossibilité d'embarquement de la personne faisant l'objet d'une décision d'éloignement ou de refus d'entrée sur le territoire à l'occasion d'un transit, la Partie contractante requérante peut :

- soit reprendre en charge celle-ci immédiatement ou dans un délai maximum de vingt-quatre heures à compter de son arrivée à l'aéroport, si elle n'est pas escortée.

- soit demander à la Partie requise de procéder à un nouvel embarquement et, dans l'attente, d'assurer la garde de cette personne. La durée de la garde ne peut excéder le temps strictement nécessaire à son départ et, en tout état de cause, vingt-quatre heures à compter de l'arrivée de l'étranger à l'aéroport. Si la Partie requise n'accepte pas cette demande, la Partie requérante est tenue de reprendre sans délai l'étranger dont elle avait sollicité le transit ou, en cas de force majeure, dans un nouveau délai de vingt-quatre heures. Le refus d'embarquement dans l'Etat de transit est susceptible des mêmes suites juridiques que celles prévues par la législation de l'Etat requérant lorsque ce refus a lieu sur son propre territoire.

Article 15

Les autorités de l'Etat de transit, lorsqu'elles participent à l'exécution d'une décision d'éloignement ou de refus d'entrée sur le territoire, communiquent aux autorités de l'Etat requérant tous les éléments d'information relatifs aux incidents survenus au cours de l'exécution de ces décisions en vue de la mise en oeuvre des suites juridiques prévues par la législation de l'Etat requérant.

Article 16

1. Les autorités de l'Etat de transit accordent aux agents d'escorte de l'Etat requérant, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions dans le cadre du présent Accord, la même protection et assistance qu'aux agents correspondants de leur propre pays.

2. Les agents d'escorte de l'Etat requérant sont assimilés aux agents de l'Etat requis, en ce qui concerne les infractions dont ils seraient victimes ou qu'ils commettraient à l'occasion du transit sur le territoire de l'Etat requis, dans l'exercice de leurs fonctions. Ils sont soumis au régime de responsabilité civile et pénale de la Partie sur le territoire de laquelle ils interviennent.

L'Etat requis a une compétence prioritaire; s'il décide de ne pas exercer cette compétence, il en informe l'Etat requérant sans délai. Celui-ci peut alors exercer la sienne conformément à sa loi nationale.

Article 17

En cas d'infraction commise par l'étranger en transit, l'Etat requis a une compétence prioritaire; s'il décide de ne pas l'exercer, il en informe l'Etat requérant sans délai. Celui-ci peut alors exercer la sienne, conformément à sa loi nationale.

Article 18

Les agents d'escorte qui en application du présent Accord, sont appelés à exercer leurs fonctions sur le territoire de l'Etat de transit doivent être en mesure d'y justifier à tout moment de leur identité, de leur qualité et de la nature de leur mission par la production de l'autorisation de transit délivrée par l'Etat requis.

Article 19

1. Si un agent d'escorte de l'Etat requérant, se trouvant en mission sur le territoire de l'Etat de transit, en application du présent Accord, subit un dommage durant l'exécution ou à l'occasion de la mission, l'administration de l'Etat requérant prend en charge le paiement des indemnités dues, sans exercer de recours contre l'Etat de transit.

2. Si un agent d'escorte de l'Etat requérant, se trouvant en mission sur le territoire de l'Etat de transit, en application du présent Accord, commet un dommage durant l'exécution ou à l'occasion de la mission, l'Etat requérant est responsable du dommage causé, conformément au droit de la Partie requise.

3. L'Etat sur le territoire duquel le dommage est causé assure la réparation de ce dommage dans les conditions applicables aux dommages causés par ses propres agents.

4. L'Etat dont les agents ont causé des dommages sur le territoire de l'autre Partie contractante rembourse intégralement à cette dernière les sommes qu'elle a versées aux victimes ou à leurs ayants-droit.

5. Sans préjudice de l'exercice de ses droits à l'égard de tiers, et à l'exception de la disposition de l'alinéa 4 du présent article, les deux Parties contractantes renonceront, dans le

cas prévu à l'alinéa 2 du présent article, à demander le remboursement à l'autre Partie contractante du montant des dommages subis.

Article 20

Le transit pour éloignement ou le transit consécutif à un refus d'entrée sur le territoire peut notamment être refusé:

- si l'étranger court dans l'Etat de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ,

- si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit.

Article 21

Les frais de transport jusqu'à la frontière de l'Etat de destination, ainsi que les frais liés à un éventuel retour, sont à la charge de la Partie contractante requérante.

V - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Article 22

1. Les données personnelles nécessaires pour l'exécution du présent Accord sont traitées et protégées conformément aux législations sur la protection des données en vigueur dans chacune des Parties contractantes et aux dispositions des conventions internationales applicables en la matière auxquelles les deux Parties contractantes sont liées.

Dans ce cadre,

a) la Partie contractante requise n'utilise les données personnelles communiquées qu'aux fins prévues par le présent Accord;

b) chacune des deux Parties contractantes informe, à sa demande, l'autre Partie contractante sur l'utilisation des données personnelles communiquées;

c) les données personnelles communiquées ne peuvent être traitées que par les autorités compétentes pour l'exécution de l'Accord. Les données personnelles ne peuvent être transmises à d'autres personnes qu'avec l'autorisation écrite de la Partie contractante qui les avait communiquées;

d) la Partie contractante requérante est tenue de s'assurer de l'exactitude des données à transmettre ainsi que de la nécessité et de l'adéquation au but poursuivi par la communication. Ce faisant, il y a lieu de tenir compte des interdictions de transmission en vigueur d'après le droit national en cause. S'il s'avère que des données inexactes ont été transmises ou que la transmission était indue, le destinataire doit en être avisé immédiatement. Il est tenu de procéder à la rectification ou à la destruction nécessaire;

e) à sa demande, la personne concernée sera renseignée sur les données personnelles existant à son sujet et sur le mode d'utilisation prévu, dans les conditions définies par le droit national de la Partie contractante saisie par la personne concernée;

f) les données personnelles transmises ne seront conservées qu'aussi longtemps que l'exige le but dans lequel elles ont été communiquées. Le contrôle du traitement et de l'utilisation de ces données est assuré conformément au droit national de chacune des Parties;

g) les deux Parties contractantes sont tenues de protéger efficacement les données personnelles transmises contre l'accès non autorisé, les modifications abusives et la communication non autorisée. Dans tous les cas, les données transmises bénéficient d'un niveau de protection équivalent à celui dont jouissent les données de même nature dans la législation de la Partie requérante.

2. Ces informations doivent concerner exclusivement;

- les données personnelles concernant la personne à réadmettre ou à éloigner et éventuellement celles des membres de sa famille (nom, prénom, le cas échéant nom antérieur, surnoms ou pseudonymes, date et lieu de naissance, sexe, nationalité);

- la carte d'identité, le passeport ou les autres documents d'identité ou de voyage;

- les autres données nécessaires à l'identification de la personne à réadmettre ou à éloigner;

- les lieux de séjour et les itinéraires;

- les autorisations de séjour ou les visas accordés à l'étranger.

VI - DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 23

1. Les autorités compétentes des Parties contractantes coopéreront et se consulteront en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent Accord.

2. Chaque Partie peut demander la réunion d'experts des deux gouvernements afin de résoudre les questions relatives à l'application du présent Accord.

Article 24

Le protocole déterminant les modalités d'application du présent Accord fixe également:

- les aéroports ainsi que les postes frontières terrestres qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers;

- les autorités centrales ou locales habilitées à traiter les demandes de réadmission et de transit;

- les délais de traitement des demandes;

- les procédures de règlement des frais de transport.

Article 25

Le présent Accord n'affecte pas les obligations des Parties contractantes découlant :

- d'autres accords internationaux d'admission, de réadmission ou de transit des ressortissants étrangers;
- de l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967;
- de l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

Article 26

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord qui prendra effet trente jours après la date de la dernière notification. L'entrée en vigueur du présent Accord rendra caduc l'Accord du 30 juin 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la prise en charge de personnes à la frontière, ainsi que les échanges de notes complémentaires.

2. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé avec un préavis de trois mois, la dénonciation du présent Accord par l'une des deux Parties contractantes valant également pour la Principauté de Liechtenstein.

Article 27

1. Chacune des Parties contractantes peut suspendre le présent Accord pour des motifs graves, tenant notamment à la protection de la sûreté de l'Etat, de l'ordre public ou de la santé publique, par notification écrite adressée à l'autre Partie. Les Parties contractantes s'informent sans tarder, par voie diplomatique, de la levée d'une telle mesure.

2. La suspension prend effet le premier jour du mois suivant la réception de la notification de l'autre Partie contractante.

En foi de quoi les représentants des Parties contractantes, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

Fait à Berne le 28 octobre 1998 en deux exemplaires originaux rédigés en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Française :

PIERRE MOSCOVICI

Pour le Conseil Fédéral suisse :

ARNOLD KOLLER

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE SWISS FEDERAL COUNCIL ON THE
READMISSION OF PERSONS IN IRREGULAR SITUATIONS

The Government of the French Republic and the Swiss Federal Council, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to develop cooperation between the two Contracting Parties in order to improve the implementation of the arrangements for the movement of persons, in compliance with the rights and guarantees contained in the laws and regulations in force,

In compliance with the international treaties and conventions and in a concern to combat irregular immigration,

Desiring to replace the Agreement concerning the readmission of persons at the frontier of 30 June 1965 between the Government of the French Republic and the Swiss Federal Council,

On a basis of reciprocity,

Have agreed on the following provisions:

I. SCOPE OF THE AGREEMENT

Article 1

1. This Agreement between the Government of the French Republic and the Swiss Federal Council shall also apply to the Principality of Liechtenstein, the Swiss Contracting Party being entitled, pursuant to bilateral treaties in force between Switzerland and the Principality of Liechtenstein, to perform the functions assigned to the Contracting Parties under this Agreement.

2. For the purposes of part II of this Agreement, the term "nationals of the Contracting Parties" shall apply, in the case of the Swiss Contracting Party, to nationals of the Swiss Confederation and of the Principality of Liechtenstein.

3. For the purposes of part III of this Agreement, the term "nationals of third States" shall be understood as "foreign nationals with respect to France, Switzerland and the Principality of Liechtenstein".

4. For the purposes of article 2, paragraph 1 of this Agreement, the words "nationality of the requested Contracting Party" shall be understood, in the case of the Swiss Contracting Party, as "nationality of Switzerland or Liechtenstein".

5. For the purposes of article 3, paragraph 2 of this Agreement, the words "document issued by the public authorities of the requested Party" shall be understood, in the case of the Swiss Contracting Party, as "document issued by the public authorities of the Swiss Confederation or of the Principality of Liechtenstein".

6. For the purposes of article 6, paragraph 1, of this Agreement, the words "territory of the requested Contracting Party" shall apply, in the case of the Swiss Contracting Party, to the territory of the Swiss Confederation or of the Principality of Liechtenstein.

For the purposes of article 6, paragraph 2, of this Agreement, the words "visa or residence permit of any kind issued by the requested Contracting Party" shall be understood, in the case of the Swiss Contracting Party, as "visa or residence permit of any kind issued by Switzerland or the Principality of Liechtenstein".

7. For the purposes of article 7, second indent, of this Agreement, the words "requested Party" shall be understood, in the case of the Swiss Contracting Party, as "Switzerland or the Principality of Liechtenstein".

For the purposes of article 7, third indent, the words "territory of the requesting Contracting Party" shall apply, in the case of the Swiss Contracting Party, to the territory of the Swiss Confederation or of the Principality of Liechtenstein.

For the purposes of article 7, fourth indent, the words "requesting Contracting Party" shall be understood, in the case of the Swiss Contracting Party, as "Switzerland or the Principality of Liechtenstein".

8. For the purposes of article 10, paragraph 1, of this Agreement, the word "territory" shall be understood, in the case of the Swiss Contracting Party, as "territory of Switzerland or of the Principality of Liechtenstein".

II. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES

Article 2

1. Each Contracting Party shall readmit to its territory, at the request of the other Contracting Party and without formalities, any person who does not satisfy or no longer satisfies the conditions of entry or residence applicable in the territory of the requesting Contracting Party, although it has been established or presumed that he possesses the nationality of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall, in the same conditions, readmit the person concerned if subsequent checks reveal that he did not possess the nationality of the requested Contracting Party at the time of his departure from the territory of the requesting Contracting Party.

Article 3

1. The nationality of a person shall be deemed proved by any of the following currently valid documents:

In the case of the French Republic:

- A passport;
- A national identity card;
- A certificate of nationality;
- A certificate of naturalization or a certificate reinstating French nationality.

In the case of the Swiss Confederation:

- A passport;
- An identity card;
- A provisional identity certificate;
- A family register mentioning a place of origin in Switzerland.

2. A presumption of nationality shall be deemed to be established by means of any of the following:

- Any document referred to in the preceding paragraph which has expired;
- A document issued by the public authorities of the requested Party attesting to the identity of the person concerned (driving licence, seaman's registration book, military-service record book, etc.);
- A consular registration card or document from registry office records;
- An expired residence permit or authorization;
- Photocopies of any of the above documents;
- Particulars supplied by the person concerned duly recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Contracting Party;
- Officially recorded depositions of good-faith witnesses.

Article 4

1. Where a presumption of nationality has been established on the basis of the supporting evidence referred to in article 3, paragraph 2, the consular authorities of the requested Party shall immediately issue a laissez-passer.

2. Where the supporting evidence for a presumption of nationality is open to doubt or does not exist, the consular authorities of the requested Party shall give a hearing to the person concerned within three days [or two business days] of the application of the requesting Party. Such hearing shall be arranged as soon as possible by the requesting Party in agreement with the consular authority concerned.

Where it is established, following such a hearing, that the person concerned is of the nationality of the requested Party, a laissez-passer shall be issued immediately, and in any case within six days of the readmission request, by the consular authority.

Article 5

1. The information that must be included in the readmission request and the conditions for its communication shall be specified in a protocol between the competent ministers of the two Contracting Parties.

2. The costs of transporting persons whose readmission is requested to the border of the requested Contracting Party shall be borne by the requesting Party.

III. READMISSION OF NATIONALS OF THIRD STATES

Article 6

1. Each Contracting Party shall readmit to its territory, at the request of the other Contracting Party and without formalities, a national of a third State who does not satisfy or no longer satisfies the conditions of entry or residence applicable in the territory of the requesting Contracting Party, although it has been established that he entered the territory of that Party after having stayed in or travelled through the territory of the requested Contracting Party.

2. Each Contracting Party shall readmit to its territory, at the request of the other Contracting Party and without formalities, a national of a third State who does not satisfy or no longer satisfies the conditions of entry or residence applicable in the territory of the requesting Contracting Party if he has a visa or residence permit of any kind issued by the requested Contracting Party and currently valid.

Article 7

The obligation to readmit established in article 6 shall not exist with regard to:

- Nationals of third States having a common border with the requesting Contracting Party;
- Nationals of third States who have been issued by the requesting Contracting Party with a visa other than a transit visa or a residence permit, unless the requested Party issued a currently valid visa or residence permit for a longer duration;
- Nationals of third States who have resided for more than six months in the territory of the requesting Contracting Party, unless they hold a currently valid residence permit issued by the requested Contracting Party;
- Nationals of third States to whom the requesting Contracting Party has granted refugee status under the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967, or stateless-person status under the New York Convention relating to the Status of Stateless Persons of 28 September 1954;
- Nationals of third States who have been actually expelled by the requested Contracting Party to their country of origin or to a third State, provided that they did not enter the territory of the requesting Contracting Party after having resided in the territory of the requested Contracting Party subsequent to the implementation of the expulsion order.

Article 8

1. For the application of article 6, paragraph 1, the entry or stay of third-country nationals in the territory of the requested Contracting Party shall be proved by the travel or identity documents of the persons concerned. It may also be presumed by any other means specified in the protocol provided for in article 5.

2. The information that must be included in the readmission request and the conditions for its communication shall be stipulated in the protocol.

3. The costs of transporting any person whose readmission is sought shall be borne by the requesting Contracting Party as far as the border of the requested Contracting Party.

Article 9

The requesting Contracting Party shall readmit into its territory persons who, after checks subsequent to their readmission by the requested Contracting Party, are revealed not to have fulfilled the conditions stipulated in article 6 when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

IV. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF EXPULSION OR TRANSIT SUBSEQUENT TO A DECISION TO REFUSE ENTRY INTO THE TERRITORY

Article 10

1. Each Contracting Party shall, at the request of the other Party, authorize the transit through its territory of nationals of third States who are subject to an expulsion order or a decision to refuse entry into the territory issued by the requesting Contracting Party. Transit may be by land or by air.

2. The requesting Contracting Party shall assume full responsibility for the onward journey of the national of a third State to his country of destination and shall readmit such person if, for any reason, the expulsion order or refusal of entry into the territory cannot be enforced.

3. The requesting Contracting Party which issued the expulsion order or the refusal of entry into the territory shall inform the requested Contracting Party for the purposes of transit whether the person who is the subject of that decision must be escorted. The requested Contracting Party for the purposes of transit may:

- Either decide to provide the escort itself, in which case the requesting Contracting Party shall reimburse it for the costs involved;
- Or decide to provide the escort in collaboration with the requesting Contracting Party;
- Or authorize the requesting Contracting Party itself to provide the escort in its territory.

In either of the latter two cases, the escort of the requesting Contracting Party shall be placed under the authority of the competent services of the requested Contracting Party.

Article 11

Requests to authorize transit for expulsion or for transit subsequent to a refusal of entry into the territory shall be transmitted directly between the authorities concerned under the conditions specified by the protocol.

Article 12

Where the person in transit is travelling under police escort, the escorting officers of the requesting Contracting Party shall carry out their mission dressed in plain clothes, unarmed and carrying the transit authorization.

Where the transit is by land, the escort of the requesting Contracting Party shall use an unmarked vehicle.

In the case of transit by air, the foreign national shall be guarded and taken on board by the escort with the assistance and under the authority of the requested Contracting Party.

Where appropriate, the foreign national may be guarded and taken on board by the requested Contracting Party, by agreement with the escort.

Article 13

Where the foreign national who is the subject of an expulsion order or a refusal of entry into the territory is not escorted, only air transit may be authorized.

Transit, guard duty and boarding shall be handled by the officers of the requested Contracting Party.

The period under guard shall not exceed 24 hours, starting from the time of arrival at the airport.

Article 14

Should the person who is the subject of an expulsion order or of a refusal of entry into the territory refuse to board the aircraft during transit, or if it is impossible to take that person on board, the requesting Contracting Party may:

- Either readmit such person immediately or within a maximum of 24 hours, starting from the time of arrival at the airport, if the person is not escorted;
- Or ask the requested Contracting Party to repeat the boarding operation and, in the meantime, keep that person under guard. The period under guard shall not exceed the time strictly necessary for the person's departure, but not more than 24 hours starting from the time of arrival of the foreign national at the airport. If the requested Contracting Party does not accept this request, the requesting Contracting Party shall take back the foreign national whose transit it had requested immediately or, in case of force majeure, within a new deadline of 24 hours. The refusal to board in the transit State shall be subject to the same legal procedures as those provided for by the laws of the requesting State when the refusal occurs in its own territory.

Article 15

The authorities of the transit State, when participating in the implementation of an expulsion order or refusal of entry into the territory, shall fully inform the authorities of the requesting State concerning the incidents that have occurred during the implementation of

those decisions with a view to putting into effect the legal procedures provided for by the legislation of the requesting State.

Article 16

1. The authorities of the transit State shall extend to the escorting officers of the requesting State, when performing their functions within the framework of this Agreement, the same protection and assistance as it extends to the corresponding officers of their own country.

2. The escorting officers of the requesting State shall be treated in the same way as officers of the requested State with regard to offences of which they might be victims, or which they might commit, while transiting the territory of the requested State in the performance of their functions. They shall be subject to the system of civil and criminal liability of the Contracting Party in whose territory they are carrying out their duties.

The requested State shall have priority jurisdiction; if it decides not to exercise this jurisdiction, it shall inform the requesting State accordingly without delay. The latter may then exercise its own jurisdiction, in accordance with its domestic laws.

Article 17

Should the foreign national commit an offence while in transit, the requested State shall have priority jurisdiction; if it decides not to exercise it, it shall inform the requesting State accordingly without delay. The latter may then exercise its own jurisdiction, in accordance with its domestic laws.

Article 18

The escorting officers who, pursuant to this Agreement, are called upon to perform their functions in the territory of the transit State must be able, at any time, to provide proof of their identity, their status and the nature of their mission by producing the transit authorization issued by the requested State.

Article 19

1. If an escorting officer of the requesting State, while on mission in the territory of the transit State under this Agreement, suffers injury during the performance or at the time of the mission, the administration of the requesting State shall be liable for the payment of the compensation due, without recourse to an appeal against the transit State.

2. If an escorting officer of the requesting State, while on mission in the territory of the transit State under this Agreement, causes injury during the performance or at the time of the mission, the requesting State shall be liable for the injury caused, in accordance with the law of the requested Contracting Party.

3. The State in whose territory injury is caused shall make reparation for such injury in accordance with the conditions that are applicable to injury caused by its own officers.

4. The State whose officers caused injury in the territory of the other Contracting Party shall fully reimburse to the said Party the sums the latter has paid to the victims or to their assignees.

5. Without prejudice to the exercise of its rights with regard to third parties, and except as provided by paragraph 4 of this article, the two Contracting Parties shall not, in the case provided for in paragraph 2 of this article, request payment by the other Contracting Party of the amount of the damage sustained.

Article 20

Transit for the purpose of expulsion or transit subsequent to a refusal of entry into the territory may be refused:

- If the foreign national runs the risk of being persecuted in the State of destination on account of his race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinions;
- If the foreign national runs the risk of being accused or convicted in a criminal court in the State of destination of acts committed prior to the transit.

Article 21

Transport costs as far as the border of the State of destination and any costs arising from return transport shall be borne by the requesting Contracting Party.

V. PERSONAL DATA PROTECTION

Article 22

1. The personal data required in order to implement this Agreement shall be handled and protected in accordance with the data protection laws in force in each of the Contracting Parties and with the provisions of applicable international conventions by which the two Contracting Parties are bound.

Accordingly,

(a) The requested Contracting Party may use the personal data supplied only for the purposes for which the Agreement has been concluded;

(b) Each Contracting Party shall inform the other Contracting Party, upon request, about its use of the personal data supplied;

(c) The personal data supplied may be handled only by the authorities designated to implement the Agreement. The personal data may be sent to other persons only with the prior written authorization of the Contracting Party which supplied them;

(d) The requesting Contracting Party shall ensure that the data to be supplied are correct and that their communication is necessary and appropriate to the intended purpose. In so doing, account should be taken of any prohibition with respect to data transmission in force under relevant domestic laws. If it is established that inaccurate data have been sup-

plied or that their communication was unwarranted, the recipient must be immediately notified. He shall be under an obligation to correct or destroy them as necessary;

(e) Upon his request, the person concerned shall be informed of the existing personal data concerning him and of the use to which it is intended to put them under the conditions defined by the domestic laws of the Contracting Party to which the matter has been referred by the person concerned;

(f) The personal data communicated shall be kept only for as long as is necessary for the purpose for which they were communicated. The data shall be processed and used in accordance with the domestic laws of each of the Contracting Parties;

(g) The two Contracting Parties shall be under an obligation to protect the transmitted personal data effectively against unauthorized access, improper modification and unauthorized communication. In all cases, transmitted data shall have the benefit of a level of protection equivalent to the level applicable to data of a similar nature under the legislation of the requesting Party.

2. Such information must be restricted exclusively to:

- Personal data concerning the person to be readmitted or deported, and, where appropriate, data concerning his family members (family name, given name, previous name if applicable, nicknames or pseudonyms, date and place of birth, gender, nationality);
- Identity card, passport or other identity or travel documents;
- Other data necessary for the identification of the person to be readmitted or deported;
- Places of abode and itineraries;
- Residence permits or visas provided to the foreign national.

V. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

Article 23

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall cooperate and consult each other on the implementation of this Agreement as the need arises.

2. Either Contracting Party may request a meeting of experts of the two Governments in order to resolve questions concerning the implementation of this Agreement.

Article 24

The protocol defining the procedures for implementation of this Agreement shall also designate:

- The airports and the land border posts that may be used for the readmission and entry in transit of foreign nationals;
- The governmental or local authorities competent to handle readmission and transit requests;
- The deadlines for processing requests;
- The procedures for payment of transport costs.

Article 25

This Agreement shall not affect the obligations of the Contracting Parties under:

- Other international agreements on the admission, readmission or transit of foreign nationals;
- The application of the provisions of the Geneva Convention relative to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967;
- The application of the provisions of agreements on the protection of human rights concluded by the Contracting Parties.

Article 26

1. Each Contracting Party shall notify the other when it has completed the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force 30 days after the date of the last such notice. The entry into force of this Agreement shall render null and void the Agreement concerning readmission of persons at the frontier of 30 June 1965 between the Government of the French Republic and the Swiss Federal Council and the related exchange of notes.

2. This Agreement is concluded for an indefinite period. It may be denounced on three-month's advance notice; the denunciation of this Agreement by one of the Contracting Parties shall be valid also for the Principality of Liechtenstein.

Article 27

1. Either Contracting Party may suspend this Agreement on serious grounds relating, in particular, to the protection of State security, public order or public health, by means of a notification in writing to the other Contracting Party. The Contracting Parties shall inform each other without delay, through the diplomatic channel, of the rescission of such a measure.

2. The suspension shall take effect on the first day of the month following the receipt of the notification from the other Contracting Party.

In witness whereof, the representatives of the Contracting Parties, being duly authorized for that purpose, have affixed below their signatures to this Agreement.

Done at Berne on 28 October 1998 in two original copies in the French language.

For the Government of the French Republic:

PIERRE MOSCOVICI

For the Swiss Federal Council:

ARNOLD KOLLER

